

VINCENT SUBILIA

ENTRE LE JURIDIQUE, L'ÉCONOMIQUE ET LE POLITIQUE

Par Eugénie ROUSAK
La rédaction
redaction@monde-economique.ch

Réunis en assemblée ordinaire le 29 avril 2019, les membres de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) ont désigné Vincent Subilia comme étant leur nouveau directeur général. Travaillant au sein de l'institution depuis 2015, ce libéral humaniste se donne pour objectif la valorisation du tissu économique genevois.

Je suis davantage un généraliste, j'ai une vision d'ensemble des paramètres, mais cela ne signifie pas qu'il ne faut pas maîtriser les dossiers, les discussions et les enjeux dans les détails. Je pense qu'il faut apprendre à hiérarchiser les priorités pour éviter le risque de se disperser », explique Vincent Subilia. L'organisation est donc la clé du succès de ce Genevois d'adoption, qui allie à la perfection les sphères juridique, économique et politique. « Mon parcours est à la convergence de ces trois pôles, qui m'ont toujours animé. D'abord, le juridique, une base solide qui mène à tout, et implique discipline et stratégie. Ensuite, la dimension économique, qui m'a permis de travailler dans le monde bancaire et financier pendant un certain nombre d'années. Puis, une direction de nature politique au sens large du terme. La convergence du syllogisme juridique, de la maxime politique et de l'équation économique m'a conduit à exercer les fonctions qui sont les miennes aujourd'hui », précise-t-il.

Débutant par des études de droit à Lausanne, Bâle et Bruxelles, ce vaudois d'origine a jeté son dévolu sur la cité de Calvin pour faire son stage d'avocat. « Plus petite des grandes villes, Genève dispose d'un branding inversement proportionnel à sa taille ; son ouverture



Vincent SUBILIA - Directeur Général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)

internationale a toujours constitué un atout, à mes yeux », précise-t-il. Obtenant son brevet d'avocat en 2003, il a tout naturellement commencé sa carrière sur le sol genevois. Pendant près de dix ans, il était animé par la branche juridique, gravissant les échelons jusqu'à devenir vice-président de J.P. Morgan et ensuite cadre dans la prestigieuse étude américaine White & Case.

Son amour pour le rayonnement genevois a également été le fondement de sa voie militante. Lorsqu'il était question du départ de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) des bords du Léman, Vincent Subilia s'est rassemblé avec d'autres citoyens actifs pour créer l'association Action pour la Genève internationale et son rayonnement (AGIR). Soutenue par la Fondation pour Genève, elle a gagné son premier combat : le referendum contre l'extension de l'OMC était refusé. « Nous voulions mobiliser la société civile et fédérer l'opinion publique s'agissant d'un enjeu qui transcende les clivages partisans. À l'issue, nous avons décidé d'élargir notre champ d'intervention et de diversifier les activités. AGIR a donc mené toute une série d'initiatives pour rapprocher les Genève locale et internationale », précise son fondateur et président d'honneur. La grande force de cette association est sa neutralité politique. Un pari réussi, puisqu'à l'issue de la campagne OMC, Vincent Subilia a été approché par deux partis opposés de l'échiquier politique : le parti socialiste et le PLR. « Les valeurs qui sont les miennes, notamment en matière de défense de libertés et la responsabilité, qui sont les deux faces de la même médaille, m'ont tout naturellement conduit au second », explique-t-il. D'abord président du PLR en ville de Genève, puis conseiller municipal durant six ans et président de la commission PLR « Genève internationale », il est, par la suite, devenu député suppléant au Grand Conseil de Genève en 2018. « Ce qui me motive en politique, c'est d'assurer à chacun un avenir prospère. En tant que libéral humaniste, j'ai toujours soutenu des projets sur des enjeux sociaux importants, comme des places de crèche ou une politique culturelle ambitieuse, mais il faut savoir rester cohérent. La richesse ne se décrète pas ! Avant d'engager les moyens, il convient de s'interroger sur les façons de les créer. Et qui les produit ? Les entrepreneurs ! Il est nécessaire donc d'assurer le dynamisme de notre tissu économique », souligne le politicien.

Son message est clair et se conjugue à la fois avec son parti et les objectifs de la CCIG. Fêtant ses 155 ans, cette institution a deux dimensions fondamentales : macroéconomique pour incarner la composante économique dans le débat public et microéconomique, en offrant ses services et prestations aux membres et entrepreneurs de la place. Si les missions de la Chambre sont nombreuses, quelques défis se posent à son directeur. « Représentant la Suisse au sein de Fédération internationale des chambres de commerce, qui compte près de 12 000 membres, j'observe une interrogation générale face au modèle d'affaire de ces institutions. Je suis convaincu que le rôle de la Chambre est fondé, elle est un partenaire de confiance de l'entrepreneur, un intermédiaire qui peut l'accompagner dans sa croissance. Cela dit, elle doit s'adapter aux nouvelles évolutions, notamment technologiques », souligne le directeur. Le développement des outils digitaux est donc l'un des axes sur lesquels la CCIG travaille actuellement. Il va notamment permettre d'offrir plus de visibilité à ses approximativement 2 500 membres, que cela soit à l'interne ou à l'externe. Cette valorisation des entreprises partenaires et de la Chambre en elle-même est également un projet sur lequel Vincent Subilia veut se concentrer. Organisant annuellement près de 80 événements, la CCIG prépare une manifestation inédite. La première édition de « Chambers'Day » va réunir toutes les Chambres de Suisse pour renforcer le réseau et montrer la pertinence de ces acteurs.

« J'entends mener un travail de terrain, me donnant comme objectif le renforcement de la visibilité, crédibilité et légitimité de la Chambre. La vraie valeur économique de Genève aura pour premier indicateur la création d'emplois au sein de nos entreprises », conclut Vincent Subilia. ■

Photos © CCIG



Maison de l'économie, siège de la CCIG